

L'hon. M. Fleming: L'honorable député cite un document qu'il dit émaner de Canada House, et il cherche à s'appuyer de cette autorité pour renforcer son argumentation. Or, monsieur le président, ce document ne s'appuie pas plus de l'autorité de Canada House que le ministère des Postes du Canada n'est responsable de l'exactitude des textes qu'il transmet dans le courrier, par l'intermédiaire de ses services.

M. Benidickson: C'est Canada House qui l'a envoyé.

L'hon. M. Fleming: En prétendant que Canada House appuie de son autorité ce document, l'honorable député dénature les faits. Il s'agit tout simplement d'un extrait d'un journal britannique, et l'article en question a été écrit par quelqu'un qui n'était pas à Accra. Ce n'est pas une interprétation fidèle de ce qui s'est passé à Accra.

L'hon. M. Chevrier: Mes observations contrarient le ministre.

L'hon. M. Fleming: Parce qu'elles s'écartent de la vérité.

L'hon. M. Chevrier: Je ne me suis pas écarté de la vérité. Si vous m'aviez écouté, ou si vous m'aviez compris, vous vous rappelleriez que j'ai dit, au début de mes remarques, que le rapport en question émane du service d'information de Canada House; je prétends d'ailleurs avoir le droit d'en lire le dernier alinéa. Je cite:

A l'heure actuelle, cette ligne de conduite est exclusive aux Canadiens, et c'est leur éloquent ministre des Finances, M. Fleming, qui a rédigé le document. M. Fleming, politique jusqu'au bout des ongles,...

L'hon. M. Fleming: Je puis éclairer l'honorable député sur ce qu'on dit là.

L'hon. M. Chevrier:

...sait combien il est efficace d'en appeler, sans tenir compte du gouvernement britannique, au puissant fond de sentiment favorable au Commonwealth qui existe en ce pays-ci.

(Texte)

Je termine en disant ceci: Je vois maintenant pourquoi l'honorable ministre n'aimait pas la dernière partie de cette déclaration; il ne l'aimait pas parce que probablement...

L'hon. M. Fleming: Ce rapport est faux.

L'hon. M. Chevrier: Si l'honorable ministre dit que ce rapport est faux, tout ce que j'ai dit depuis que j'ai commencé mes remarques est erroné ou faux.

Enfin, je tiens à dire à l'honorable ministre, puisque ni lui ni son collègue ne veulent nous montrer les textes de ce qui a été dit là-bas, je m'en tiens à la déclaration faite ici par le service des journaux.

Il est six heures, monsieur le président...

[M. le président suppléant.]

L'hon. M. Fleming: Vous préférez croire ce qui n'est pas vrai!

(Traduction)

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à sept heures et demie.)

Reprise de la séance

M. Regier: Monsieur le président, le ministre des Finances vient de faire un long rapport sur ce qui s'est passé à la conférence d'Accra. Je n'ai pu faire autrement que de penser aux dernières élections. On m'avait laissé entendre, à l'époque, que les conservateurs, si les électeurs canadiens leur faisaient confiance, ce qui arriva, allaient mettre un terme à cette façon de placer tous nos œufs dans le même panier, comme ils disaient. Ils devaient orienter ailleurs qu'aux États-Unis une plus grande partie de notre commerce et donner une formidable impulsion aux échanges avec le Commonwealth et surtout le Royaume-Uni.

En outre, je suis à la Chambre depuis assez longtemps pour me souvenir du jour où l'actuel secrétaire d'État aux Affaires extérieures accusait l'ancien gouvernement de poignarder la Grande-Bretagne dans le dos. Il s'agissait de la tentative d'invasion de l'Égypte. Je crois qu'aujourd'hui le gouvernement donne au Royaume-Uni un coup de poignard qui est bien pire que celui du gouvernement St-Laurent.

Nous avons eu de nombreux débats dans cette enceinte sur l'importance de la Communauté économique européenne. Des députés des deux partis de l'opposition ont constamment exhorté le gouvernement à rattacher notre économie plus étroitement à celle du Royaume-Uni. Le député d'Ottawa-Ouest—je me le rappelle très bien—a même présenté une résolution pour préconiser la conclusion d'une entente de libre-échange entre le Canada et les Antilles britanniques. Le gouvernement a fait fi de ces instances, et maintenant bon nombre d'entre nous craignent que la Fédération des Antilles britanniques ne s'effondre. Je suis certain qu'aucun membre du comité ne souhaite la désintégration de la Fédération des Antilles. J'aimerais citer le dernier alinéa d'un article de fond qui a paru dans le *Financial Post* en date du 19 septembre; il est ainsi conçu:

Le Canada ne peut-il conclure aucune entente commerciale pour intéresser la Jamaïque à la Confédération? Le scrutin de ce pays n'a pas été définitif au point d'être irréversible.

Je tiens à faire remarquer au gouvernement actuel que s'il avait tenu compte de la proposition que renfermait la résolution dont